



Magouilles et corruption des élites – Partie 1: La 2e Guerre Mondiale, œuvre du fascisme financier

Les citoyens relèvent la tête, il est temps de contribuer à diffuser des outils de lecture du monde actuel.

Car, si nos dirigeants nous enfoncent dans la mondialisation et l'ultra libéralisme économique et financier, ce n'est pas par pragmatisme (on l'a bien compris au vu des résultats économiques et sociaux désastreux de ces politiques), mais par idéologie.

Il s'agit d'une idéologie totalement élitiste, on pourrait presque parler d'eugénisme social, et qui est souvent complétée par une gestion fascisante de la société et des rapports sociaux.

Ce très long article (seulement le début est publié aujourd'hui) permettra de comprendre les liens existants entre certaines mouvances d'extrême droite, fidèles représentantes du fascisme, le processus de création européenne qui relève de la même idéologie, et les lobbys qui représentent avec un grand succès les milieux patronaux et financiers.





Ces connexions ne datent pas des années 30, mais comme il ne s'agit pas de revoir toute l'histoire de France, nous allons débiter ce récit avant la guerre.

On observe au regard de la succession de mouvements sociaux/ répressions/ régressions dans la société française depuis la « révolution » (terme à prendre avec un certain recul, quoi qu'après tout une révolution est un tout complet), cette idéologie fasciste ne peut s'affirmer que par la manipulation et par la force.

C'est-à-dire dans une forme de totalitarisme, devenu un « totalitarisme bright », car aujourd'hui le totalitaire a un sourire de dentifrice, et un beau costume. L'autocrate n'est plus en uniforme militaire, il est carrément en uniforme de banquier.

Et si, mandat après mandat, gouvernement après gouvernement, ceux qui incarnent ce fascisme financier continuent à détruire les pays comme si aucune alternative n'était possible, c'est parce qu'en effet, pour ces gens-là, il n'y a pas d'alternative.

D'abord parce qu'eux et leurs amis du gratin ont intérêt à continuer cette destruction jusqu'au bout, parce que c'est dans leur intérêt personnel et celui de leur caste.

Ensuite, parce que ceux qui prennent les décisions sur le plan politique sont tenus par différents groupuscules, pour différentes raisons, et ne pourraient de toute manière pas agir autrement.

On entre là dans le vif du sujet.

La 2e Guerre Mondiale : l'œuvre du fascisme financier

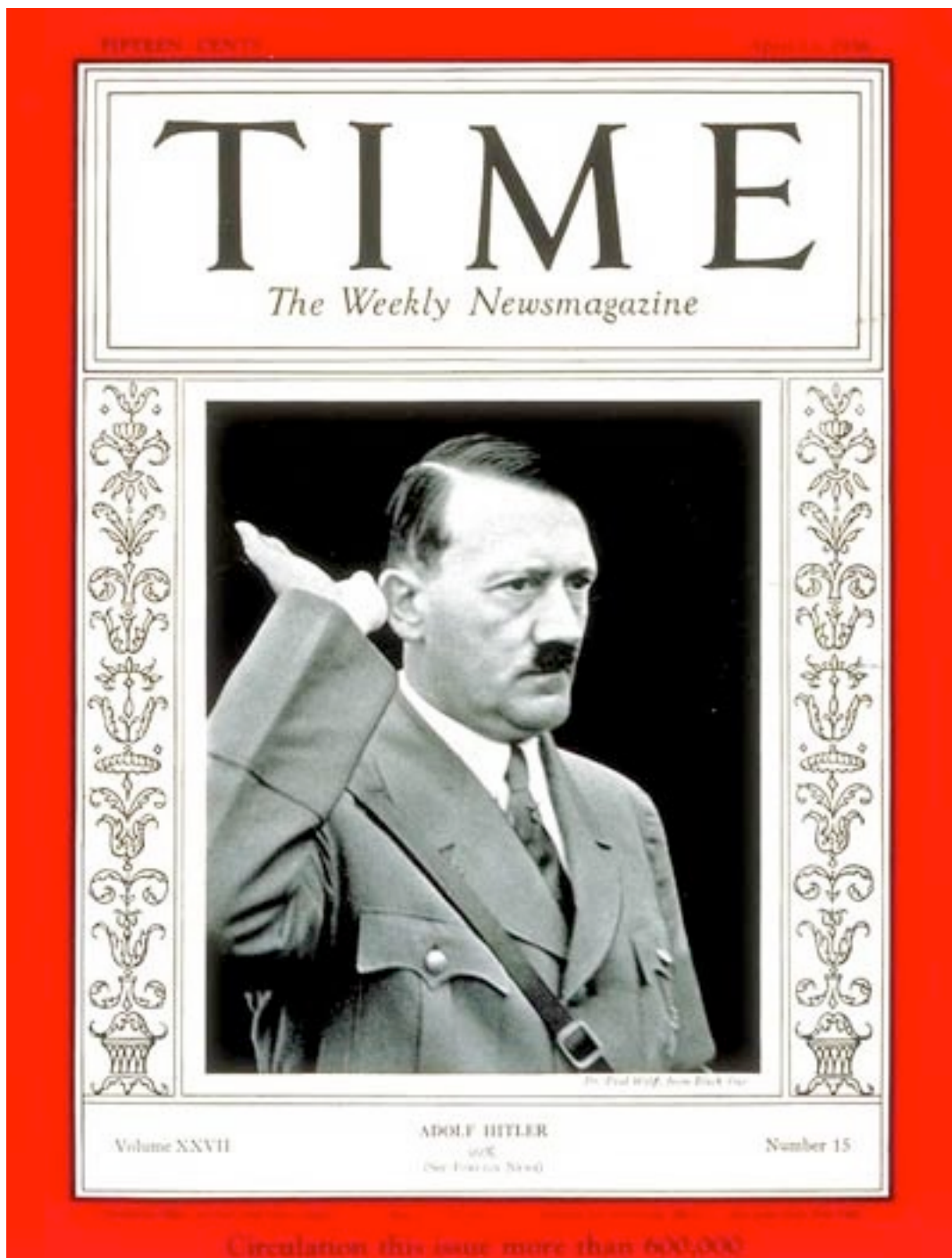
Pour bien comprendre où nous en sommes aujourd'hui, il faut d'abord examiner comment les choses se sont déroulées jusqu'ici.

On pourrait remonter à l'Ancien Régime et ce serait très intéressant, on devrait même au moins commencer aux prémices de la « Grande Guerre », dans les années 1910, mais l'idée ici est de faire le plus court possible et c'est raté.



On va donc commencer avant la deuxième guerre, quand les mécanismes par lesquels opère ce fascisme financier pour s'enrichir, et ce faisant, décidant de la pluie et du beau temps dans le monde entier, sont devenus franchement visibles. Même si l'historiographie officielle évite encore soigneusement le sujet, les archives sont là (surtout à l'étranger).

Des élites favorables à Hitler



Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Le rôle des élites industrielles, financières et politiques dans le triomphe des idées fascistes mériterait à lui seul une encyclopédie.

Le fascisme, c'est-à-dire l'autoritarisme politique, va de pair avec une forme d'ultra nationalisme, mais a pour rôle premier de faire la part belle aux intérêts financiers et industriels.

L'historienne Annie Lacroix-Riz a beaucoup travaillé sur cette question.

Elle a notamment étudié un petit groupe qui s'appelait la « synarchie » [1], composé de banquiers, d'industriels et de technocrates aux idées clairement fascistes, généralement pro-Nazis [2], qui ont œuvré dans les années 30 pour que la France capitule face aux Allemands.

En parallèle, ces mêmes individus ont fait prospérer business aussi bien avant que pendant l'Occupation.

Toutefois, nombreux sont ceux qui continuent à nier l'existence de cette « synarchie », et crient au complotisme.

Mais finalement cette « synarchie » n'était que l'une des multiples vitrines de ce pouvoir financier, pas plus efficace que d'autres.

Antony Sutton, un économiste anglo-américain qui a pu voir de nombreux documents sur les transactions et alliances entre Wall Street et l'industrie allemande dans les années 30, a montré à quel point l'argent de Wall Street a renforcé l'effort de guerre allemand, puis le 3e Reich. C'est grâce à Wall Street, par exemple, qu'Hitler a toujours pu avoir du pétrole pour faire la guerre.

En France, la Collaboration a concerné de nombreux industriels et banquiers, des politiques ainsi que divers truands fascistes qui étaient bien pratiques pour mener les basses œuvres, comme réduire l'opposition au silence.

Quand l'économie française était au service des Nazis



Le patronat, en effet, n'aime ni la dissidence ni la contestation.

Il aime l'Ordre, et veut que l'ordre reste bien établi tel qu'il l'a toujours été, c'est-à-dire avec une disponibilité de main d'œuvre corvéable à merci qui ne peut pas contester sa condition, ou dont la contestation n'a pas d'impact sur la politique menée.

Evidemment, un régime fasciste, voir nazi, où les syndicats et la gauche sont interdits [3], et où les salaires sont comprimés au maximum, constitue pour eux le régime parfait.

D'importantes sommes d'argent US ont été versées à l'Allemagne des années 20 et 30, de l'argent qui a en grande partie servi à réarmer le pays après la première Guerre.

Grâce aux prêts américains liés aux plans d' « aide » économique à l'Europe, les plans Dawes (du nom du banquier de Wall Street qui a mené les négociations) signé en 1924 et Young en 1929 (Owen D. Young a été le n°1 de General Electric en 1922 et a aussi travaillé pour JP Morgan), l'Allemagne a bénéficié de fonds importants certes pour stabiliser le mark, mais aussi pour se réarmer, se renforcer sur le plan industriel, et d'un autre côté elle a pu très largement échapper aux réparations de guerre.

Au passage, les US ont aussi imposé à la France de quitter la Ruhr allemande qu'elle occupait depuis la fin de la Première Guerre, et qui était à l'époque un pôle industriel crucial pour l'économie.



Hitler et Hjalmar Schacht

Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Ces deux plans ont entraîné la création de la BRI, la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle (en Suisse) en 1930, pour répartir l'argent US en Europe, contre la mise en œuvre de politiques libérales et d'austérité.

Cette banque qui existe toujours était dirigée par un certain Thomas McKittrick, ami des frères Allen et John Foster Dulles a beaucoup servi à financer le 3e Reich.

Certains qualifient McKittrick de « banquier d'Hitler », notamment parce qu'il a accepté les dépôts d'or volé aux Juifs et aux pays pillés et de réaliser des échanges commerciaux avec l'étranger pour le compte de la Reichsbank, la banque du 3e Reich[4].

Autre anecdote sur la création de BRI : celui qui en a rédigé la charte était Hjalmar Schacht, alors patron de Reichsbank, qui a mis tout son pouvoir au service d'Hitler.

Ladite « BRI » a été créée pour financer l'Europe et principalement l'Allemagne, à qui des banques comme JP Morgan avaient prêté des millions de dollars. Ils voulaient donc revoir leur argent, et il fallait donc injecter de l'argent frais pour que l'Allemagne soit à nouveau en capacité de rembourser l'argent privé qui lui avait été prêté. C'est d'ailleurs exactement ce qu'il s'est passé avec la Grèce.

Les usines Ford, dont le propriétaire Henri Ford affichait ses sympathies nazies avant la guerre, a fourni le IIIe Reich en utilisant aussi des prisonniers de guerre (surtout des français) produire des véhicules. Au passage, les US ont aussi imposé à la France de quitter la Ruhr allemande qu'elle occupait depuis la fin de la Première Guerre, et qui était à l'époque un pôle industriel crucial pour l'économie.

véhicules destinés à la Wehrmacht.

Ford a installé des usines en Allemagne dès les années 30, et les entreprises allemandes et US de Ford ont toujours collaboré, aussi bien entre elles qu'avec le 3e Reich.

General Motors était aussi très proche du Reich : sa filiale Opel, le plus gros fabricant d'automobiles allemand rachetée en 1929, a conservé ses usines pendant le réarmement et pendant la guerre, et son vice-président à l'époque, responsable des exportations, était Graeme K. Howard, qui a aussi écrit un bouquin intitulé « l'Amérique et le Nouvel Ordre Mondial ».



Selon Antony Sutton, les deux plus gros producteurs de tanks en Allemagne avant la 2e guerre étaient Opel, lié à General Motors et contrôlée par la banque JP Morgan, et Ford AG.

Il faut dire que, dès 1922, Henri Ford a financé le NSDAP, le parti national socialiste d'Hitler, ce qui lui a valu une haute distinction en 1936.

Unilever, Dunlop, Renault, Pechiney, Air France [5], pour citer des entreprises respectivement hollandaise, anglaise et françaises, **ont travaillé avec le Reich sans se poser de questions, par appât du gain et souvent par idéologie.**

Le comité des Forges, le « syndicat de patrons » qui régnait en France sur le secteur de l'acier, était ravi de vendre ses productions en Allemagne.

Il finançait en France les ligues fascistes comme La Cagoule, un groupe créé en 1935 ayant revendiqué jusqu'à 12.000 membres rien qu'à Paris [6], qui tentaient d'imposer un Etat fasciste en commettant divers attentats.



Les chefs des principaux partis collaborationnistes en
1941

LES CHEFS DE PARTI SE REUNISSENT POUR COORDONNER LEURS EFFORTS ET RENFORCER LEUR ACTIVITÉ



De gauche à droite : MM. Costantini, Déat, Deloncle Doriot.

Photos Archives « Le Matin »

Les chefs des différents groupements politiques soussignés, qui ont pour but essentiel d'assurer la renaissance française dans le cadre de la nouvelle Europe socialiste, rendue possible par l'écrasement du bolchevisme et l'élimination de la ploutocratie anglo-juive, ont décidé, afin de coordonner leurs efforts et de renforcer leur action, de se réunir périodiquement, comme ils l'ont fait avec succès pour la constitution de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme.

Vers l'unité

politique

Pierre Costantini, chef de la Ligue Française.

Marcel Déat, chef du Rassemblement National Populaire.

Eugène Deloncle, chef du Mouvement Social Révolutionnaire.

Jacques Doriot, chef du Parti Populaire Français.

Selon l'historien Jacques Pauwels dans son livre « Big business avec Hitler », le trust allemand IG Farben, qui était un pilier central de l'effort de guerre nazi, « avait des liens avec pas moins d'une cinquantaine d'autres entreprises américaines, dont Alcoa, Dow Chemical, Monsanto, et DuPont ».

Beaucoup de ces noms sont toujours connus et c'est logique : ces entreprises continuent à vouloir transformer les citoyens en esclaves car c'est le plus rentable.



Ce sont les mêmes qui passent outre les précautions sanitaires et environnementales, les lois fiscales et sociales.

La Rockefeller Chase Bank n'a pas été dérangée non plus de travailler pour l'Allemagne pendant la guerre.

La Standard Oil des Rockefeller a fourni le pétrole nécessaire pour alimenter les avions et véhicules de guerre allemands et travaillait directement avec IG Farben, le conglomérat chimique allemand divisé en BASF, Bayer, Hoechst et Agfa après la guerre.

La Standard Oil a aussi permis des transferts de technologie vers l'Allemagne nazie pour fabriquer du caoutchouc synthétique ou en essence synthétique à partir de charbon [7].

De nombreux investissements venus de Wall Street, via notamment le cabinet Sullivan & Cromwell des frères Allen et John Foster Dulles, alors avocats d'affaires à New York, ont contribué à l'effort de guerre nazi.

La plupart des grandes banques US de Wall Street ont aidé les Nazis, en les finançant ou en fabriquant l'armement. On pourrait continuer la liste pendant longtemps.

Ces gens qui ont financé ou contribué à l'effort de guerre du 3e Reich ont permis le pillage de l'Europe et de ses citoyens par les nazis, parce que c'est leur idéologie et parce qu'ils y avaient un intérêt.



Louis Renault, Hitler et Goering en 1939 devant un véhicule Renault

En France, un certain Louis Renault, patron du groupe Renault, a rencontré Hitler à plusieurs reprises au cours des années 30, et a fait participer son groupe à l'effort de guerre nazi, notamment en fabriquant des chars.

Louis Renault, en plus d'être proche des valeurs fascistes voire nazies, était aussi un fan du concept d'Etats-Unis d'Europe, dès les années 30.

Le neveu par alliance de Renault, François Lehideux, était un ponte de la banque Worms –une banque dont on va reparler, qui tenait « sous sa coupe » la moitié de l'industrie française [8].

Il était aussi un membre de la synarchie, financier du groupe d'extrême droite La Cagoule, puis a été un pilier du régime de Vichy. Le groupe Renault a été nationalisé à la Libération[9].

On peut aussi évoquer le cas d'Eugène Schueller, le fondateur de l'Oréal, qui était un leader de la Cagoule et de la synarchie dans les années 30, puis fut un collaborateur zélé du régime nazi pendant la guerre.



Ce grand ami du n°1 de la Cagoule qui s'appelait en fait l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN) a réussi à développer son entreprise aussi bien pendant (grâce aux biens « aryanisés ») qu'après la guerre.

En 1938, la France applaudit l'Anschluss, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, et l'année suivante le gouvernement reconnaît le régime de Franco en Espagne comme parfaitement légitime.



La situation en 1939 est la suite logique des années précédentes :

« Sur le plan économique, les relations commerciales et financières nouées entre les entreprises françaises et allemandes durant l'entre-deux-guerres se poursuivent sans interruption. En juillet 1939, quelques semaines avant l'entrée en guerre de la France et tandis que les intentions du régime nazi ne font aucun doute, l'entreprise sidérurgique allemande Krupp assurait sa production militaire avec une part non négligeable de charbon en provenance de France », résume l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT.



« Le patronat de la métallurgie, « menacé » de réquisitions par l'occupant, se mobilise dans sa grande majorité au service de l'économie de guerre allemande. Ainsi, les Aciéries du Nord, liées au groupe de Wendel, assurent, avec ses huit usines, la maintenance du matériel roulant ferroviaire dont fait usage l'armée allemande. Alais, Froges et Camargue, ancêtre de Pechiney, fournit en aluminium l'aéronautique nazie, tandis que les Chantiers navals du Trait, propriété de la banque Worms, achèvent pour la marine allemande des sous-marins commandés initialement par le ministère de la Défense ».

Eugène Schueller, avec son groupe l'Oréal fondé en 1910, a financé un parti clairement fasciste et collabore « Mouvement Social Révolutionnaire pour la Révolution nationale », dirigé par son ami Eugène Deloncle, qui rejoint rapidement de Rassemblement National Populaire (RNP) de Marcel Déat. Et travaille de près avec la Gestapo durant la guerre.

Bref, au total environ 200 personnes ont été réellement « condamnées » en France pour collaboration économique, généralement à des « peines » ridicules d'« indignité nationale » temporaires.

Les chiffres sont un peu moins lamentables en Allemagne, mais au final la plupart des patrons et dirigeants d'entreprises collaborationnistes, ou même franchement nazis, n'ont pas été condamnés.

En 2007, par exemple, les Allemands ont découvert avec effroi que la gentille famille de milliardaires qui avait racheté Daimler (la maison mère de BMW notamment) en 1959, avait activement participé à l'accession d'Hitler au pouvoir [10].

Crise économique, profits menacés, stratégie du choc





Sur le plan économique, l'Europe des années 30 ne s'était pas relevée du krach de 1929, qui a plongé le monde dans une longue crise économique.

Le capital et le profit étaient menacés (et donc la bourse par voie de conséquence), et les gouvernements successifs n'ont eu comme objectif que de maintenir au mieux les profits.

La situation est d'ailleurs très semblable à aujourd'hui : on vit encore une crise de surproduction en raison notamment de la faiblesse du pouvoir d'achat en France et ailleurs.

Un cercle vicieux commence alors : pour maintenir ses profits, le patronat réclame que les politiques compriment les salaires, réduisent leurs impôts et donc les dépenses publiques.

Les années 30 ont donc connu, comme aujourd'hui, de fortes attaques contre les salaires, qui ont été réduits par les politiques à la solde du patronat.

D'autres attaques ont été menées contre l'Etat providence (encore embryonnaire certes mais il y avait déjà les week-ends, un peu de congés, l'ébauche d'une assistance publique pour les vieux et les plus démunis), cela au nom de « la saine gestion financière », selon les propos d'un certain François-Poncet en 1931.

François Poncet est intéressant, on va s'y arrêter deux minutes.

Au début de sa carrière, dès 1919, il a été rédacteur puis éditeur du « **bulletin quotidien** » du **Comité des Forges**, qui était en fait le journal économique de référence. Ce « bulletin » donnait le « la » aux rédactions de divers journaux appartenant au Comité des Forges (le « syndicat » des patrons de la sidérurgie dont l'ex patron du Medef Ernest Antoine Sellière est l'un des descendants).

Accessoirement, Poncet a été en 1926 l'un des membres fondateurs de la Fédération pour l'entente européenne [11], et avait adhéré à la section française du Comité pour les intérêts communs des peuples de l'Europe, créée en 1925.

Puis Poncet a été ambassadeur de France à Berlin de 1931 à 1936.

Et il a même été **placé comme député par les lobbys patronaux**, tant il a bien défendu dès 1932 la fin des réparations que l'Allemagne devait théoriquement verser suite aux dommages de la Première Guerre, ainsi que le réarmement de l'Allemagne.



SOUS LE CONTROLE DU MARÉCHAL

L'amiral DARLAN

dirigera en principe
l'action de tous les ministres

**UNE LOI
SUR L'ORGANISATION
DU GOUVERNEMENT
RENFORCE LES POUVOIRS
DU VICE-PRÉSIDENT
DU CONSEIL**

Ce sont des pouvoirs pratiquement supérieurs. — sous le contrôle il est vrai total et discrétionnaire du chef de l'Etat, — dont le maréchal Pétain vient d'investir l'amiral Jean Darlan.

Outre ses prérogatives et son autorité de ministre des Affaires Étrangères, de ministre de la Marine et de chef d'état-major de nos forces navales, ce dernier vient en effet de voir les hautes fonctions de vice-président du Conseil, qui lui ont été attribuées, renforcées d'un droit de direction quasi absolu sur l'ensemble du gouvernement.

L'article 2 de la nouvelle loi « relative à l'organisation du gouvernement », stipule en effet que le vice-président du Conseil, « sous la haute autorité du Maréchal Chef de l'Etat et Chef du gouvernement, dirige et contrôle l'action des ministres et des secrétaires d'Etat pour tout ce qui concerne l'application des décisions de principe et de celles relatives à la politique générale du gouvernement. »

N'était le contrôle susmentionné de la « haute autorité »



Le maréchal Pétain se promenant en compagnie de l'amiral Darlan dans les jardins de Vichy

du Chef de l'Etat » et chef du gouvernement » : n'était aussi le fait que le vice-président du Conseil est nommé doublement par décret — et par conséquent révocable de même. — en tant que ministre d'abord et que vice-président du Conseil ensuite, on pourrait considérer que ses fonctions, ainsi définies, correspondent en réalité à une conduite totale et effective du gouvernement tout entier.

Faut-il voir, dans cette disposition nouvelle, une mesure transi-

toire destinée à préparer, comme d'aucuns l'ont envisagé, l'abandon par le Maréchal de la conduite directe des affaires, celle-ci étant cédée à un président du Conseil ?

Le Chef de l'Etat ne serait alors plus chef du gouvernement et, sans gouverner, se contenterait, comme on l'a dit de façon imagée, de « régner » ?

Rien en tout cas, en dehors de ce parti pris, ne fournit d'indication complémentaire sur ce point. (Voir en 2^e page.)

Parmi les lobbys qui ont mené ces attaques contre les acquis sociaux et la démocratie, il y avait un groupe appelé la « synarchie », composé de banquiers et d'hommes de main élus.

Mais cette « synarchie », bien qu'ayant montré une certaine influence, n'était qu'un des nombreux labels qui servaient d'outil de propagande à on ne sait trop quel pouvoir derrière, pouvoir qui est à chercher du côté des très gros détenteurs de capital.



Le Comité des Forges, qui était le syndicat des patrons de la métallurgie, était un autre front, X-mines, le lobby de polytechnique, ou la Banque de France, en étaient encore d'autres, etc.[12]

Tous ces groupuscules se mélangent (on retrouve les mêmes individus dans plusieurs groupuscules, comme par exemple François De Wendel, patron de la sidérurgie dans l'Est de la France et leader durant des années du Comité des forges, mais aussi membre de 200 familles actionnaires de la Banque de France et ambassadeur à Berlin) au point de former un microcosme, une sorte de biotope.

En 1931, le taux de chômage commence à grimper (les premières comptabilisations des chômeurs commencent au début des années 30), **le salaire minimum est réduit de 15%**, etc.

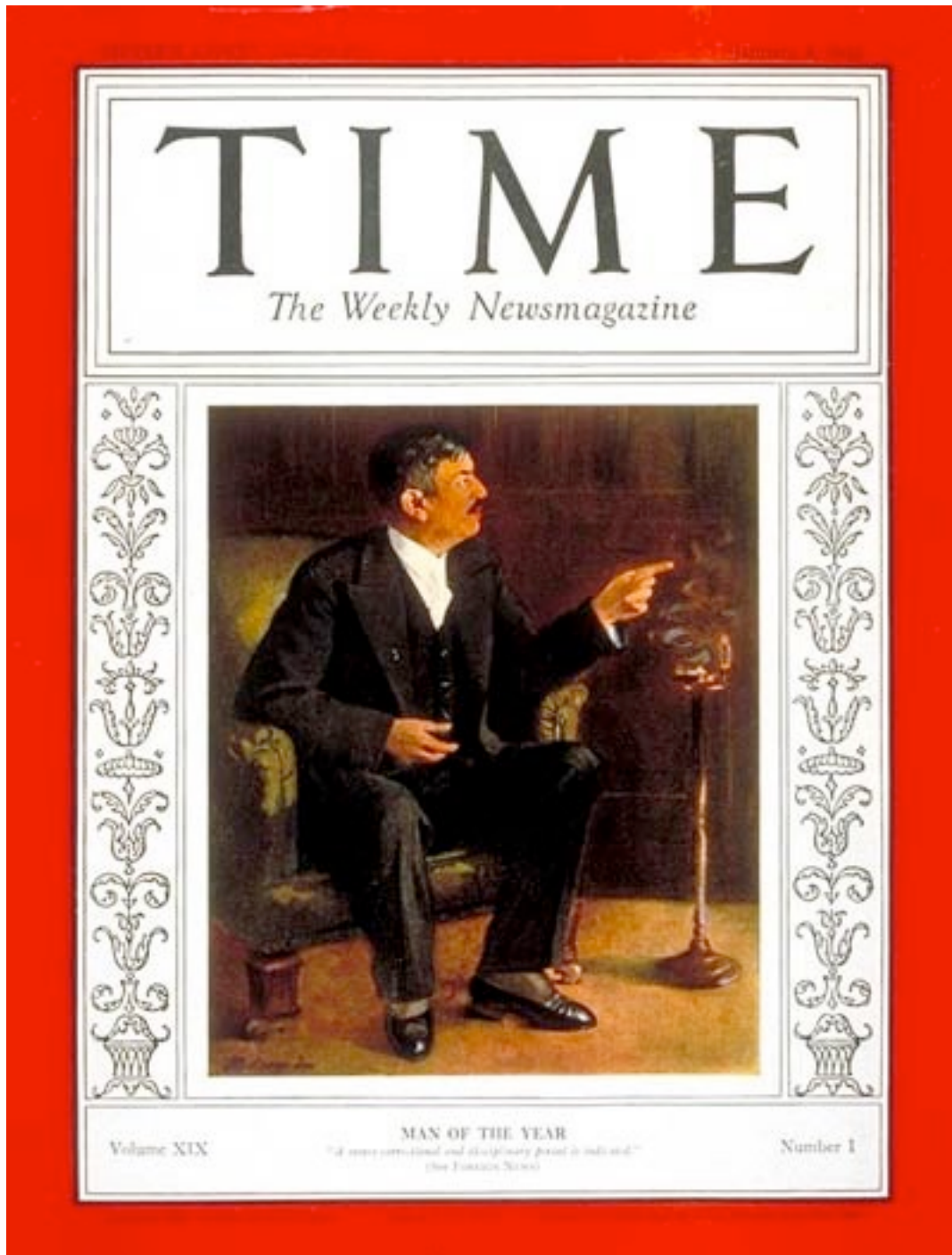
L'austérité imposée au pays (les politiques « déflationnistes » : baisse du nombre de fonctionnaires et de leurs salaires, baisse des dépenses publiques, augmentation des taxes et impôts) a fini par entraîner la déflation, c'est-à-dire une baisse des prix qui aggrave la baisse de la production [13].

On notera d'ailleurs que cette politique de déflation est menée par Pierre Laval, avocat et homme des banques, qui déjà avait obtenu les pleins pouvoirs pour passer à l'action, et qui devint l'un des piliers du régime de Vichy durant la guerre.

Cette politique fut un échec, à tel point que le Front populaire a remporté les élections de 1936. La situation était la même en Belgique et, je suppose, dans plusieurs autres pays européens.

Pierre Laval est un personnage des plus surprenants, aux valeurs très variables : il a commencé comme militant et député socialiste (SFIO) pendant la Première Guerre, il prend ensuite l'étiquette de socialiste « indépendant » jusqu'en 1940, et sera entre temps dix fois ministre et quatre fois président du Conseil (1er ministre).

Laval a entamé en parallèle de sa carrière politique une carrière dans le business, au fil des années 20.



Laval Homme de l'année – Time 4 janvier 1942

En 1931, il a même droit à une tournée triomphale aux Etats-Unis, une exception pour un Français, et est même désigné « Homme de l'année », par le magazine Time, créé aux USA par Henry Luce, très proche des idées fascistes.



En 1940, Laval est l'un des principaux moteurs derrière le vote des pleins pouvoirs à Pétain [14], et il collabore ensuite sans aucun problème avec l'Allemagne.

Suite aux politiques d'austérité, d'énormes grèves ont eu lieu, notamment en 1936, et ont été réprimées dans le sang par des « forces de l'ordre » à la botte des politiques, eux-mêmes à la botte du patronat bien qu'à l'époque le Front Populaire était au pouvoir [15].

Au passage, les ligues fascistes sont dissoutes.

En avril 1938, le nouveau président du Conseil Daladier –mis en place par un patronat qui finit quand-même excédé par le Front Populaire- déclare qu'il veut « remettre la France au travail » et il passe ses « décrets misère » en novembre, des lois passées comme le fait le micron, par décret donc sans discussion au Parlement.

Au programme : nouvelles taxes et impôts, baisse des salaires, augmentation du temps de travail, avec une semaine qui passe à 48h (+ 8 heures) sur 6 jours au lieu de 5. Il fallait en finir avec « la semaine des deux dimanche », disait Daladier :

« Cette loi [qui crée le samedi de congé] est responsable de tous les maux de l'économie, dit-il. On ne peut pas avoir une classe ouvrière "à deux dimanches" et un patronat qui s'étrangle pour faire vivre le pays ! ».

Cela peut sembler stupide puisqu'il n'y avait déjà pas assez de travail, mais l'objectif était de comprimer les salaires et un taux de chômage élevé permettait de réduire les salaires.

Bref, comme le dit Annie Lacroix-Riz, **c'est la stratégie du choc, exactement comme aujourd'hui** avec la micronie triomphante, et « la stratégie du choc, pour être acceptée, doit provoquer un effet de stupeur et donc l'impression d'absurdité totale ».

On était en plein dedans dans les années 30, et on y est à nouveau car nous ne sommes jamais sortis de la crise de 2006 -2008.

Aujourd'hui le grand capital, même en pompant la quasi-totalité de la croissance créée chaque année, se demande où et comment il sera possible d'accumuler encore plus. On arrive aux limites de cet accaparement [16].



Comment faire pour gratter encore du fric dans des pays exsangues économiquement?

Eh bien en poussant au réarmement et à la guerre.

En plus comme on l'a vu, la guerre c'est très bien parce que ça calme les ardeurs sociales des classes populaires.

Selon diverses archives, étudiées par des historiens étrangers et parfois français, [l'effort de guerre français a été en partie saboté](#), et l'affaire de cette parfaitement inefficace « ligne Maginot » n'en est qu'un lamentable exemple.

A suivre...

[1] On avait [déjà parlé de la synarchie sur ce blog](#) il y a plus de 10 ans (le temps passe vite !), avec l'exemple de la banque Worms, qui finançait dans les années 30 divers groupuscules fascistes et pro-Nazis, comme la Cagoule dont François Mitterrand le royaliste était à minima très proche. Ces groupes ont tenté plusieurs coups d'Etat fascistes en France dans les années 30. La banque Worms regroupait le lobby du Comité des Forges, devenu le CNPF puis le Medef, et celui de la Banque de France (un organisme privé dirigé par des banquiers), et une partie de ses dirigeants étaient des proches de Pierre Laval. Après-guerre, la quasi-totalité des individus qui gravitaient dans et autour de cette synarchie ont été réinsérés dans la politique et l'administration, notamment un ponton du RPR, Georges Albertini. Il est amusant de constater que les « historiens officiels », ceux qu'on voit sur les plateaux télé mais qui ne mettent jamais le nez dans des archives, nient encore l'existence de la synarchie, et crient au conspirationnisme de bas étage. Vidéo sur la Cagoule :





[2] Pour n'en citer qu'un, il y a par exemple Jean Coutrot, polytechnicien fan de Vichy et grand fan également d'Alistair Crowley, le sataniste le plus connu du début du XX^e siècle.

[3] « Le 1er mai fut proclamé par les nazis « Journée du travail national » et, cette année 1933, fêté avec beaucoup d'éclat, comme il seyait à un parti « socialiste ». Mais, le lendemain, les bâtiments des syndicats allemands furent occupés manu militari par les SA, leurs dirigeants expédiés dans des camps de concentration et leurs biens -pour une valeur de plus de 184 millions de RM – saisis⁶⁰. Désormais, dans l'État d'Hitler, les syndicats étaient interdits », écrit l'historien Jacques Pauwels dans le livre « Big Business avec Hitler ».

[4] Les liens étaient semble-t-il si étroits entre la BRI / BIS et la Reichsbank que le vice-président de cette dernière, jugé pour crimes de guerre, a fait référence à la BRI comme étant la seule « branche étrangère » de la Reichsbank !

[5] Selon Colombat et Servenay dans « Histoire secrète du patronat » (p. 39), plusieurs dirigeants de l'entreprise ont été arrêté à la Libération : « Parmi eux, le président de la compagnie aérienne, son vice-président et trois autres administrateurs –dont les représentants de la Banque de l'Afrique occidentale française et de la Banque d'Indochine. Motif : ils ont livré à la compagnie allemande Lufthansa le matériel d'Air France et, en accord avec Vichy, envoyé en Allemagne des travailleurs de l'entreprise ».

[6] **La Cagoule**, sur laquelle on va revenir, **était financée par divers patrons**, et se voulait **un groupe insurrectionnel d'extrême droite, qui a d'ailleurs commis des meurtres et attentats comme une fusillade lors d'une manifestation de gauche** contre la diffusion d'un film organisée par un groupe d'extrême droite, à Clichy en 1937, ayant entraîné 5 morts et 200 blessés, ou « l'explosion, le 11 septembre 1937, de l'immeuble parisien de la Confédération générale du patronat français, près de l'Etoile », raconte le quotidien belge Le Soir du 28 juin 1991. Le groupe a aussi convoyé des armes pour aider Franco à vaincre les Républicains, tué des opposants en France, et noué des relations avec l'Allemagne d'Hitler comme avec l'Italie de Mussolini.

[7] Pour donner un exemple exposé par Antony Sutton : « en 1939, la branche allemande de la Standard fit une usine pour la production du carburant synthétique pour l'aviation. Du tétraéthyle fut exporté en urgence depuis les États-Unis pour la Wehrmacht et une assistance majeure fut donnée pour la fabrication du caoutchouc butyle, tout en maintenant secret aux États-Unis le processus d'IG Farben ».

[8] Cf. Annie Lacroix-Riz, « Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 30 ». Selon des documents des renseignements sur la banque Worms, celle-ci était dirigée par des gens qui défendaient leurs intérêts en poussant à l'établissement d'un Etat fasciste, et ont donc freiné l'effort de guerre français tout en soutenant celui de l'Allemagne, avant de collaborer avec les Nazis sous Vichy. Son directeur général était Jacques Barnaud, inspecteur des finances, directeur de cabinet de Painlevé, Loucheur et Doumer au ministère des Finances, il a rejoint la banque Worms dès 1927 et en est devenu associé le 31 décembre 1929.

[9] L'ordonnance de nationalisation du 16 janvier 1945 signée par le **Général De Gaulle** précise : « **Dès juin 1940 Monsieur RENAULT qui se trouvait en mission en Amérique s'était**



empresé de regagner la France afin de mettre ses usines à la disposition de la puissance occupante, c'est en considération de ces faits, que d'autre part les usines Renault ont constitué un instrument entre les mains de l'ennemi que le gouvernement a décidé de procéder à la nationalisation de ces usines, ainsi qu'à la confiscation des biens et participation de **Louis RENAULT**. Le gouvernement provisoire de la République Française est ainsi conscient, en proposant ces mesures d'une part de contribuer au redressement moral et matériel du pays dans le cadre de l'effort de guerre des Nations Unies, d'autre part de répondre par des réformes hardies aux vœux de la Résistance Française et de la classe ouvrière toute entière.

[10] Libération du 22/11/2007 a évoqué un documentaire diffusé en Allemagne, sur le passé trouble de cette famille, déjà très riche dans les années 30, et qui s'est enrichie pendant la guerre. « Membre du parti nazi, le NSDAP, dès 1933, Günter Quandt (1881-1954) utilise dès les années 30 les relations que lui assure le remariage de son ex-épouse Magda avec Goebbels, le chef de la propagande de Hitler », explique cet article. Grâce aux esclaves des camps de concentration, les usines de la famille « tournent à plein régime » .

[11] Selon l'historien Jean-Michel Guieu, la première conférence en 1926 « réunit un certain nombre d'hommes d'État et de parlementaires européens décide à l'unanimité la constitution de la Fédération pour l'Entente européenne ». Et « le Comité fédéral s'est vanté d'avoir eu une grande influence sur les projets européens d'Aristide Briand et du Quai d'Orsay ». D'autres groupuscules du même type avaient été comme Pan Europe du comte Coudenhove-Karlegi ou l'Union Douanière Européenne.

[12] Annie Lacroix-Riz « Le choix de la défaite : Les élites françaises dans les années 1930 » .

[13] « A partir de 1932, la politique d'équilibre budgétaire menée vaut de facto encouragement à la déflation, vue souvent comme un mal nécessaire pour rétablir la compétitivité sans recourir à la dévaluation. En 1934-35, spécialement avec Laval, l'objectif déflationniste devient explicite (...) Paradoxalement, plus les dépenses sont rabotées, plus le déficit grossit, alors qu'en 1930 le budget était encore équilibre. Les dépenses ne baissent pas vraiment (si elles perdent 10% en valeur de 1930 à 1935, elles passent de 15 à 19% du PIB) tandis que les recettes, plus sensibles à la conjoncture, chutent de 20%, ce qui aggrave le déficit, celui-ci dépassant 10 milliards en 1935 (soit seulement 4% du PIB), tandis que le poids de la dette explose (de 75% du PIB en 1930 à 133% en 1935) surtout du fait du recul du PIB. La défiance qui en résulte – contre laquelle on prétend lutter par la rigueur – rend le recours à l'emprunt difficile (les taux d'intérêt sur la dette publique augmentent de moitié en cinq ans », écrivait le professeur d'économie Pierre-Cyrille Hautecœur dans Les Echos.

[14] En fait, Laval avait tenté de mettre Pétain au pouvoir dès 1937.

[15] Mais il faut dire qu'à l'instar des « socialistes », le Front Populaire a accompli le programme des banques et des industriels sans trop rechigner, et n'a pas hésité à passer en force contre le monde ouvrier.

[16] Selon l'Express Business du 4 juillet 2018, « Le montant cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a été multiplié par trois en dix ans, atteignant un record de 650 milliards d'euros, selon le classement 2018 du magazine Challenges à paraître jeudi, et encore dominé par Bernard Arnault. La fortune cumulée des plus riches de France représente ainsi près de 30% du PIB du pays en 2018, contre 10% en 2009, après la crise financière ». Et c'est exactement pareil au niveau mondial.



Selon le Guardian du 26 octobre 2018, « Les milliardaires ont gagné plus d'argent en 2017 que durant n'importe quelle année de leur histoire connue ». [Les 2.158 personnes les plus riches de la planète ont augmenté leur richesse de plus de 19% en 2017](#) pour atteindre les 8.900 milliards de dollars (7.829 milliards d'euros).

SOURCE:

<http://dondevamos.canalblog.com>

Vous pouvez partager ce texte à condition d'en respecter l'intégralité et de citer la source et le site: <http://www.elishean.fr/>

Copyright les Hathor © Elishean/2009-2019/ Elishean mag

Source : <http://www.elishean.fr/magouilles-et-corruption-des-elites-partie-1-la-2e-guerre-mondiale-oeuvre-du-fascisme-financier/>